



Réf : 178/OLUCOME/11/2009

Bujumbura, 12/11/2009

A Son Excellence Monsieur le Président de la République avec les assurances de notre plus haute considération.

à

BUJUMBURA

Transmis Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale avec les assurances de notre très haute considération ;
- Son Excellence Monsieur le Président du Sénat avec les assurances de notre très haute considération
- Son Excellence Monsieur le 1^{er} Vice-président de la République du Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;
- Son Excellence Monsieur le 2^{ème} Vice-président de la République du Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;

à

BUJUMBURA

Objet : La confusion des biens du parti CNDD-FDD et les biens de l'Etat.
Excellence Monsieur le Président de la République,

La politique de la gratuité de l'enseignement primaire et des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans, avait été bien accueillie par l'OLUCOME qui l'a soutenue de toutes ses forces bien qu'elle n'ait pas été mise en œuvre à la satisfaction totale parce qu'elle nécessite de gros investissements.

En effet, les infrastructures dévolues à ces heureuses actions ont été effectivement construites mais ce qui étonne est que le Gouvernement multiplie ces écoles et structures sanitaires parallèlement avec le CNDD-FDD qui érige lui aussi des permanences dans presque toutes les communes du pays ; s'agit-il d'une simple coïncidence ? S'il s'agissait d'une coïncidence, celle-ci fait fort curieusement que les deux fournissent le ciment et les tôles dans leurs constructions et que les tôles provenant du Gouvernement et celles utilisées par le CNDD-FDD portent les mêmes inscriptions « Tugwize amashure n'amavuriro mu Burundi ». Le cas le plus illustratif est celui de la Permanence du parti CNDD-FDD à BANDAGA en Commune de Matongo. Les autorités contactées sur place à ce propos, à savoir le Président du conseil communal de Matongo, le Président du parti CNDD-FDD en cette même commune et le Gouverneur de la province Kayanza n'ont pas voulu donner de réponse claire sur la provenance de ces tôles et se sont déchargées sur le Président du Parti CNDD-FDD qui, selon eux, est le seul habilité à préciser la provenance de ces tôles. Le Président du parti CNDD-FD à Matongo nous a renvoyé à la Permanence Nationale du CNDD-FDD qui les lui a, selon ses mêmes termes, données.

Cependant, même s'il n'était pas opportun de démontrer l'évidence, l'OLUCOME a poursuivi ses investigations jusqu'au Chef du Cabinet de la Présidence de la République et ce dernier a confirmé que c'est le Gouvernement qui les a cachetées, pour ainsi dire que le Gouvernement ne les a cachetées que pour les identifier et éventuellement tracer leur utilisation et par voie de conséquence qu'elles proviennent des stocks du Gouvernement.

La situation est entretenue par le fait que de même que le Gouvernement demande aux bénéficiaires de participer dans la construction de ces infrastructures scolaires et sanitaires par des apports des matériaux locaux et la main-d'œuvre, de même le parti CNDD-FDD donne, selon les autorités communales issues du parti CNDD-FDD rencontrées, la même consigne à ses militants. S'agit-il d'une autre coïncidence ? Certainement non.

L'évidence est que le parti CNDD-FDD risque de confondre la chose publique avec ses biens propres pour ainsi dire que les tôles utilisées à Bandaga ont été détournées de leur destination au profit du parti.

Ainsi, il s'indique, pour l'OLUCOME, de vous demander, Excellence Monsieur le Président, d'instruire à tous les services que les biens de l'Etat restent toujours propriété de l'Etat et doivent être utilisés dans l'intérêt de tous et non dans celui d'un parti politique. L'Etat est pour tous dans les mêmes proportions alors que le parti est une organisation privée qui doit vivre de ses propres biens et revenus.

En définitive, l'OLUCOME dénonce cette appropriation des biens de l'Etat par le parti CNDD-FDD pour ses propres intérêts.

Il recommande la restitution de ces tôles et la poursuite de toute personne qui les aurait détournées au profit du CNDD-FDD.

g

Dans l'attente d'une suite favorable, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, les assurances de notre plus haute considération.



C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Ministre à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation ;

à

BUJUMBURA

- Monsieur le Gouverneur de la Province de KAYANZA ;

à

KAYANZA

- Monsieur le Président du Parti CNDD-FDD

à

BUJUMBURA

- Monsieur le Président du Conseil Communal de MATONGO

- Monsieur le Président du parti CNDD-FDD à MATONGO

à

MATONGO